

la Chambre; que lui, Housse, était convaincu qu'on aboutirait.» Après que Léon Metzler eut exprimé l'opinion «qu'un cabinet libéral homogène seul était viable», que Thom et les autres eurent opiné dans un sens contraire, Welter combattit la proposition Housse et se prononça nettement pour un cabinet de coalition dans lequel chacun des trois partis déléguerait un membre, le président du gouvernement pouvant être pris en dehors du parlement.

«Dans le passé, dit Welter, nous avons constaté que le régime personnel tendait à se substituer de plus en plus au régime parlementaire. Déjà sous le Gouvernement Eyschen, le parlement était regardé et traité comme un facteur absolument accessoire dans notre vie politique. Le Gouvernement n'avait aucune attache avec la Chambre. Jamais on n'aurait songé à choisir un membre du Gouvernement dans la Chambre. Il suffisait que le membre du Gouvernement eût la confiance de la Couronne. Quant à la confiance de la Chambre et du pays, il n'en avait cure. De cela sont venues toutes nos misères. Si le Gouvernement Eyschen avait été solidaire avec la Chambre et vice-versa, nous n'aurions pas eu le régime personnel ni les luttes contre celui-ci. Eh bien! maintenant on fait appel à la Chambre, on lui abandonne pour ainsi dire de désigner les membres du Gouvernement! . . . Nulle part, dans aucun pays du monde, on a songé à accorder au parlement un pareil rôle . . . La Grande-Duchesse, à qui on a reproché le régime personnel, se dépouille pour ainsi dire d'une partie de ses prérogatives qu'elle abandonne à la Chambre. C'est une si grande conquête démocratique que je ne comprends pas, comment on n'ait pas accepté des deux mains.»

Cette argumentation fut de poids. Elle impressionna tellement les radicaux, qui avouèrent n'avoir jamais envisagé la question sous ce point de vue, qu'ils se rallièrent à l'opinion de Michel Welter; puis ils se rendirent auprès de leurs collègues libéraux réunis dans la salle de la Bibliothèque. Loin d'être d'accord comme les radicaux, les libéraux s'étaient prononcés, sur proposition de Robert Basseur, pour quatre solutions dont la première, de loin la préférée, était pour un cabinet libéral modéré et homogène, tandis que ne venait qu'en quatrième lieu le cabinet de coalition parlementaire.

Welter sortit de ses gonds, parla d'enfantillages et prôna comme seule solution la formation d'un ministère interparlementaire, pur ou mixte. Il se fâcha davantage lorsque Léon Metzler le contredit en prétendant que les radicaux n'avaient préconisé le ministère de coalition qu'en ordre subsidiaire. Lorsque Welter s'écria «que c'est tout le contraire que nous avons décidé» . . . la tempête éclata. Tout le monde cria, gesticula. C'était fini. On ne se calma que lorsqu'on apprit qu'une proclamation de la Grande-Duchesse était sous presse . . . L'effet de cette annonce fut miraculeuse, et l'on se sépara pour attendre la proclamation.

«Celle-ci était un chef d'oeuvre de naïveté et de travestissement des faits . . . La seule chose à retenir c'est que la Grande-Duchesse fait un appel pressant à tous les partis et les engage à concourir à la formation d'un ministère de coalition.»